

# ATELIER SUR L'INTOLERANCE RELIGIEUSE

## Un plaidoyer pour une culture démocratique

*"L'intolérance religieuse et ses conséquences sur la sécurité et la paix",* c'est le thème d'un atelier qui s'est tenu du 15 au 19 mai dernier dans la salle de conférence de l'immeuble de la défense.

L'atelier qui a été organisé par le département de la défense a pour objectif d'attirer l'attention des Burkinabè sur les conséquences néfastes de la pratique *"mitigée"* de la religion.

Pour le ministre d'Etat, ministre de la Défense M. Kanidoua Naboho, le thème en lui-même est *"évocateur"*.

En effet, les faits sont têtus, car plusieurs tensions et conflits, d'origine religieuse perturbent notre monde. L'extrémisme et le fondamentalisme religieux utilisent la violence comme moyen pour changer la société et l'ordre social établi.

Un regard jeté sur l'Afrique, particulièrement l'Afrique du Nord et certains pays de la sous-région le montre. De semblables événements vite maîtrisés ont eu lieu dans notre pays en 1970, particulièrement à Bobo-Dioulasso entre les différentes tendances islamiques. Et plus récemment on a noté des affrontements entre fidèles de la communauté sunnite à Ouagadougou. Ces événements prouvent que le Burkina n'est nullement à l'abri de crises majeures d'origines religieuses. *"D'ou l'importance de l'atelier, qui premier du genre, est source de*

*réflexion et d'échanges plus larges et toujours plus profonds, en vue d'actions préventives concertées en faveur de la sécurité et de la paix au Burkina"* a souligné le ministre Naboho.

L'atelier qui a duré cinq (5) jours a permis aux différents participants de s'interroger davantage sur les préoccupations ayant trait à l'intolérance religieuse. Entre autres, on peut retenir : *"quels sont ses fondements et manifestations ?, quelle est la situation du Burkina en la matière ?, que faire pour prévenir et gérer ses conséquences" ?*

Pour répondre à ces différentes interrogations, les participants ont proposé des solutions allant de l'adoption de textes normatifs à la promotion d'une culture démocratique, passant par le renforcement de l'action administrative; la création d'un cadre national permanent de concertation; le dialogue inter-religieux et l'éducation à la tolérance et aux droits de l'homme.

Cependant vue la complexité et la délicatesse du sujet, les participants ont abordé certains points avec réserve et discrétion. Néanmoins des informations de hautes valeurs sociologiques sur l'intolérance religieuse ont pu ainsi être échangées au cours de cet atelier.

**Sarah TANOU**